

ASSOCIATION DES ÉTATS DE LA CARAÏBE (AEC)

XXIII^e RÉUNION DU COMITÉ SPÉCIAL SUR LE TOURISME DURABLE ET I RÉUNION PRÉPARATOIRE DE LA III RÉUNION DES MINISTRES DU TOURISME DE LA GRANDE CARAÏBE (RMT-3)

Managua, Nicaragua, les 28 et 29 juin 2012

REMARQUES DU SECRETARIAT DE L'AEC CONCERNANT LE DIALOGUE SUR L'ASSOCIATION DES DESTINATIONS DE CROISIÈRES DE LA CARAÏBE (ADCC)

I. Introduction

La création de l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC) a été proposée pour prendre la forme d'une organisation internationale autonome ou d'une sous-entité de l'Association des États de la Caraïbe (AEC) comme cela s'est fait antérieurement dans le cas de la Commission de la Mer des Caraïbes (CSC). Afin de se prononcer sur la manière dont cette organisation sera créée il s'avère nécessaire d'examiner les processus impliqués dans l'exécution des deux systèmes ; les implications de chaque processus et leurs avantages et inconvénients éventuels.

L'objectif consiste à créer l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC) « comme un mécanisme de coopération à travers le Dialogue régional entre les agences gouvernementales et non gouvernementales, en accord avec les États membres de l'AEC qui œuvrent dans cet important secteur du tourisme¹. » Dans ce contexte, la zone d'impact pour le travail de l'ADCC a été identifiée comme la « Grande Caraïbe ».

▪ Le terme *Grande Caraïbe*

Le terme « Grande Caraïbe » a été défini comme « l'ensemble du bassin : toutes les îles y compris Les Bahamas, et l'ensemble du littoral dont le Mexique et l'ensemble de l'Amérique centrale, le Panama, la Colombie, le Venezuela, le Guyana, le Surinam et la Guyane française »². Ce terme a été conceptualisé pour³ communiquer l'objectif d'unification de la région des Caraïbes, en faisant référence à ses antécédents historiques, sociaux et culturels communs :

¹ Présentation de projet générale : Phase I – Programme de Soutien et de Renforcement du Groupe de travail ad hoc pour la Création de l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC-GT), Annexe D, Rapport de la II^e Réunion du Groupe de travail ad hoc pour la Création de l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC-GT-2), La Antigua Guatemala, Guatemala, les 2 et 3 septembre 2010.

² Girvan, Norman. *Cooperation in the Greater Caribbean. The Role of the Association of Caribbean State*. Kingston : Ian Randle Publishers, 2006. p. 6

³ Dossier : *Asociación de Estados del Caribe. Cuadernos Integración en América Latina*. Facultad Latinoamericana de Ciencias Sociales (Secretaría General). Ed. Josette Altmann; comp. Tatiana Beirute. -1a ed- San José, Costa Rica.

La Grande Caraïbe. La Zone de Coopération de la Grande Caraïbe a été établie en reconnaissance de l'espace géographique commun que partagent nos États, Pays et Territoires, et des intérêts et objectifs communs qui en découlent. La Zone de Coopération de la Grande Caraïbe consiste en des actions conjointes dans les domaines prioritaires de l'AEC, à savoir le commerce, le tourisme durable, le transport et les catastrophes naturelles.⁴

L'ancien Secrétaire général de l'AEC, Professeur Norman Girvan, explique que ledit concept reflète une force géoéconomique ou géopolitique signifiante dont l'Association des États de la Caraïbe représente l'expression institutionnelle.⁵

La Grande Caraïbe a donc été placée au premier plan du travail de l'AEC. Par conséquent, le travail de l'AEC dans le domaine du Tourisme durable est aussi orienté vers la région de la Grande Caraïbe. Cela est mis en évidence dans la Convention créant la Zone de Tourisme durable de la Caraïbe (Convention ZTDC). Le préambule de la Convention de la ZTDC :

« [Tient] compte du fait que le Tourisme est la principale activité économique de la plupart des pays de la région connue sous le nom de Grande Caraïbe, et qu'il représente de ce fait un important facteur d'entrée de devises comme de développement économique et social. »⁶

L'ADCC proposée cherche donc à maintenir la portée de son travail dans la sphère de la Grande Caraïbe en suivant la progression de l'AEC. La question à aborder toutefois concerne la forme que prendra cette nouvelle entité.

II. Processus et progrès vers l'établissement de l' ACCD

Dans le cadre du processus d'étude de l'établissement de l'ACCD, il a été convenu de "créer un Groupe de travail ad hoc. As part of the process to explore the establishment of the ACCD, it was agreed "to create an Ad Hoc Working Group afin d'avancer dans le concept et la structure pour l'institutionnalisation de l'ACCD, moyennant la préparation d'un projet de Statuts, d'un Plan stratégique opérationnel, d'un Plan de financement et d'un calendrier à suivre pour la création de l'Association. Jusqu'à présent, il y a eu trois réunions du ACCD-GT, dont les efforts ont été axés sur la conclusion de ces documents de formation, et qui informeront sur la structure juridique et opérationnelle et indiqueront les étapes suivantes à accomplir dans ce processus.

La réunion la plus récente, l'ACCD-GT-3, a été réalisée à Managua, Nicaragua, le 15 et 16 juin 2011. Cette réunion, qui a précédé la vingt-deuxième Réunion du Comité spécial sur le Tourisme durable (CSTD-22), a servi de processus préparatoire pour mettre au point les derniers aspects de la présentation du ACCD-GT à la CSTD-22. Les deux réunions appuyaient le

⁴ *Idem*, p. 12

⁵ *Idem*

⁶ Fait le 12 décembre 2001 (n'est pas encore entrée en vigueur).

principe que l'ACCD ne serait pas établie comme une nouvelle organisation régionale, mais comme une initiative dans le cadre des paramètres de l'AEC, de la même façon que la Commission de la Mer des Caraïbes (CMC). Il a été aussi convenu, qu'il était nécessaire de réaliser d'autres consultations et des réunions ultérieures pour résoudre les questions relatives au financement de l'Association, les cotisations des membres, la structure et les organes de l'ACCD et leurs fonctions respectives, ainsi que d'autres aspects en rapport à l'organisation, afin d'accélérer l'établissement officiel de l' Association.

Pour avancer vers l'établissement de l'Association, la réunion a considéré les sujets principaux concernant l'établissement de l'ACCD comme suit:

1. Justification de l'organisation: Il y a eu consensus sur l'objectif de l'ACCD. Il a été décidé que ce serait une association liée à l'AEC et qu'elle inclurait d'autres pays et/ou territoires non membres de l'AEC.
2. Nom: Il a été demandé à la réunion de considérer une suggestion de changer le nom de l'association pour y inclure une référence à l'Amérique centrale. Il a été décidé que le Groupe de travail ad hoc considérerait l'inclusion dans le nom d'une référence à la 'Région de la Grande Caraïbe' était cohérente avec la terminologie de l'AEC.
3. Calendrier pour l'établissement: La Réunion a mis l'accent sur le besoin d'accélérer le processus d'établissement de l'ACCD, afin que celle-ci soit opérationnelle vers la fin de l'année (2011).
4. Groupe de travail ad hoc de l'ACCD: En ce qui concerne l'inclusion de pays qui ne sont pas membres de l'AEC, ainsi que l'inclusion du secteur privé du tourisme comme membres, il a été convenu que le Groupe de travail ad hoc se chargerait de traiter de manière créative ces questions et d'autres aspects liés à l'organisation.

III. Modalités d'installation de l'ADCC en tant qu'entité juridique et éclaircissement de sa relation ou de son lien avec l'AEC

Deux types d'arguments ont été identifiés en tant qu'options pour la création de l'ADCC. Le premier est celui d'une organisation autonome tandis que le deuxième propose la création d'une organisation sous l'égide de l'AEC comme cela s'est fait avec la Commission de la Mer des Caraïbes (CMC).

Option A. L'ADCC en tant qu'organisation autonome

Définition d'une Organisation internationale

Une organisation internationale est définie comme « une entité juridique internationale créée par un traité multilatéral, dotée d'une personnalité juridique internationale et ayant comme principaux membres des États »⁷. Par conséquent, les composantes essentielles d'une organisation autonome comprendront :

⁷ Aust, Anthony, *Modern Treaty Law and Practice*, (2007) Cambridge University Press.

- la création par un traité ;
- la preuve qu'elle dispose d'une personnalité juridique internationale ;
- la preuve qu'elle est sujette au droit international et est donc habilitée à conclure des traités avec d'autres sujets de droit international ;
- sa négociation et conclusion au sein d'une organisation internationale ou lors d'une conférence convoquée par une organisation internationale.

L'ADCC devra donc d'abord être créée par un traité qui serait son *acte constitutif*. Si un acte particulier est en effet un traité d'après la définition ci-dessus est établi par un examen de ses éléments.⁸

L'Acte constitutif

L'Article 2 (1) (a) de la Convention de Vienne sur le Droit des Traités de 1969, stipule que « traité s'entend d'un accord international conclu par écrit entre États et régi par le droit international, qu'il soit consigné dans un instrument unique ou dans deux ou plusieurs instruments connexes, et quelle que soit sa dénomination particulière ».

À cet égard, lorsque l'accord est conclu entre États, il assume un caractère international. Dans le droit international, une organisation internationale aurait aussi une personnalité juridique, distincte de ses membres. Une telle organisation serait sujette aux principes du droit international, avec des droits et obligations en vertu de la loi, y compris l'aptitude à conclure des traités avec d'autres sujets du droit international, tels que les États membres, États non membres ou autres organisations internationales.

L'acte constitutif pourrait prévoir que l'organisation ait une personnalité juridique internationale. « La personnalité juridique internationale peut aussi être déduite de l'objectif de l'organisation, des pouvoirs qui lui sont conférés par ses membres et de sa pratique ».⁹ Toutefois, il a été noté que « l'attitude des États en général constituerait le facteur le plus important : s'ils considèrent que l'organisation a une personnalité juridique internationale, elle l'aura en réalité. »¹⁰

Parmi les autres traits distinctifs des organisations internationales se trouvent le fait qu'elles :

- sont typiquement financées par les membres ;
- ont un secrétariat permanent ;
- possèdent deux principaux organes dont une assemblée, à laquelle tous les membres ont le droit de siéger (généralement avec une voix chacun), et un organe exécutif (ayant souvent une adhésion restreinte).

Eu égard à cela, le projet de Statuts de l'ADCC peut être appliqué afin de créer l'Association en tant qu'organisation internationale étant donné que ses dispositions englobent les composantes d'un document qui cherche à créer une organisation internationale.

⁸ Thirlway, H, 'The Law and Procedure of the International Court of Justice' (1991) BYIL 45.

⁹ Aust supra, note 8.

¹⁰ *ibid.*

Sur la question du titre de l'acte constitutif, la pratique normative consiste à désigner le document qui établit une organisation internationale avec la nomenclature de : Convention, Charte, Pacte, Constitution ou Traité. Le titre d'un traité comprend deux éléments : la désignation et son objectif. On note toutefois que le « nom ne détermine pas le statut de l'acte ; le facteur décisif c'est si les États ayant participé à la négociation ont prévu un acte contraignant du point de vue du droit international. »¹¹ Il convient toutefois de s'assurer de faire une distinction entre les traités et les protocoles d'accord et que cette distinction est reflétée dans le nom de l'acte. Aussi, il est recommandé que « [pour] les traités, des termes sans équivoque, comme Accord, Convention et Traité, soient utilisés dans la mesure du possible. »¹²

Une fois conclues les négociations, la procédure de création de l'ADCC en tant qu'organisation internationale commencerait par la rédaction de l'acte constitutif et l'adoption résultante du texte.

Le processus de création

L'adoption « est la première étape déterminante dans la conclusion d'un traité. Il s'agit de l'acte officiel par le biais duquel sont arrêtés la forme et le contenu du traité. L'acte d'adoption ne correspond pas à un consentement à être lié par le traité. Cela peut se faire lors d'une conférence internationale à la majorité des deux tiers des États présents et votants,¹³ à moins que ces États ne décident, à la même majorité, d'appliquer une règle différente.¹⁴ L'autre moyen d'adoption c'est à travers le consentement des États membres participant à son élaboration¹⁵.¹⁶ Comme suite à cela, « le texte est arrêté comme authentique » et « ensuite, le consentement d'un Etat à être lié par un traité peut être exprimé. »¹⁷

L'authentification est le processus d'établissement du texte final et comprend une indication officielle qu'un document comporte le texte « authentique et définitif »¹⁸. L'authentification se fait par acte ou procédure. « Pour un traité multilatéral, une procédure officielle d'adoption suivie d'une authentification s'avère importante. » L'Article 10 de la Convention de Vienne prévoit que le texte d'un traité est arrêté comme authentique et définitif suivant la procédure établie dans ce texte ou convenue par les États participant à l'élaboration du traité. À défaut d'une telle procédure, l'authentification se produit par la signature, la signature ad referendum ou le paraphe, du texte ou de l'acte final dans lequel le texte est consigné. « C'est une pratique courante qu'un traité adopté au sein d'une organisation internationale soit authentifié par l'adoption d'une résolution par un organe de l'organisation, comme une assemblée des États membres, ou par acte d'authentification élaboré par une autorité dûment autorisée de l'organisation, comme le président de l'assemblée ou le directeur général.¹⁹

¹¹ *ibid*

¹² *ibid*

¹³ Article 9, Adoption du Texte, Convention de Vienne sur le droit des traités
http://untreaty.un.org/ilc/texts/instruments/english/conventions/1_1_1969.pdf

¹⁴ Article 9(2) Vienna Convention,

¹⁵ Convention de Vienne sur le droit des traités 1969 Article 6 « Tout Etat a la capacité de conclure des traités.. »

¹⁶ Article 2(1) (e)

¹⁷ Partie II, Section 1 de la Convention.

¹⁸ Article 10, Convention de Vienne

¹⁹ Aust *supra*, note 8.

Consentement à être lié

L'Article 11 de la Convention de Vienne,²⁰ indique les divers moyens par le biais desquels les parties à un traité peuvent exprimer leur consentement à être lié ; il peut être exprimé par la signature, l'échange d'instruments constituant un traité, la ratification, l'acceptation, l'approbation ou l'adhésion, ou par tout autre moyen convenu. La Convention de Vienne traite les différentes méthodes par le biais desquelles un État peut exprimer son consentement.

▪ Expression du consentement par la signature (Article 12)

Les parties peuvent exprimer leur consentement par la signature définitive. Cela ne sera possible que si les constitutions des participants ne nécessitent pas l'approbation préalable du traité, et si une nouvelle législation n'est pas nécessaire. L'Article 12 de la Convention de Vienne prévoit que la signature exprime le consentement à être lié lorsque :

- a) le traité prévoit que la signature aura cet effet;
- b) il est par ailleurs établi que les États ayant participé à la négociation étaient convenus que la signature aurait cet effet ; ou
- c) l'intention de l'État de donner cet effet à la signature ressort des pleins pouvoirs de son représentant ou a été exprimée au cours de la négociation.

▪ Expression du consentement par l'échange d'instruments (Article 13)

Les parties peuvent indiquer leur consentement lorsque les instruments prévoient que leur échange aura cet effet ou lorsqu'il est par ailleurs établi que ces États étaient convenus que l'échange des instruments aurait cet effet.

▪ Expression du consentement par la ratification, acceptation ou approbation (Article 14)

Ce moyen de consentement suit les mêmes conditions : lorsque ce moyen de consentement est transmis par le contenu du traité. La ratification comprend (1) l'exécution d'un instrument de ratification par l'organe exécutif et (2) son dépôt auprès du dépositaire. Le consentement à être lié peut être exprimé par « acceptation » ou « approbation » dans des conditions similaires à celles qui s'appliquent à la ratification. Il n'existe pas de différence importante entre l'acceptation ou l'approbation et la ratification. Il est actuellement courant que les traités multilatéraux prévoient que la signature sera « sujette à ratification, acceptation ou approbation ». Les règles applicables à la ratification s'appliquent également à l'acceptation ou à l'approbation et à moins que le traité n'en dispose autrement, l'acceptation et l'approbation ont le même effet juridique que la ratification.

▪ Expression du consentement par l'adhésion (Article 15)

Un état n'a pas le droit d'adhérer que si cela est prévu dans le traité ou que les parties en conviennent.

▪ Expression du consentement par l'échange d'instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion (Article 16)

²⁰ Convention de Vienne sur le droit des traités, fait à Vienne le 23 mai 1969
http://untreaty.un.org/ilc/texts/instruments/english/conventions/1_1_1969.pdf

Les instruments de ratification, d'acceptation, d'approbation ou d'adhésion établissent le consentement d'un Etat à être lié par un traité au moment de leur échange entre les Etats contractants, de leur dépôt auprès du dépositaire, ou de leur notification aux États contractants ou au dépositaire.

- Consentement à être lié par une partie d'un traité et choix entre des dispositions différentes (Article 17)

Le consentement d'un État à être lié par une partie d'un traité ne produit effet que si le traité le permet ou si les autres États contractants y consentent. Par ailleurs, le consentement d'un Etat à être lié par un traité qui permet de choisir entre des dispositions différentes ne produit effet que si les dispositions sur lesquelles il porte sont clairement indiquées.

En ce qui concerne les réserves et l'entrée en vigueur du traité ou la nomenclature désignée à l'acte constitutif de l'ADCC, ces derniers seront reflétés dans le texte qui sera approuvé par les États membres. Dans la pratique, il a été démontré que la non-acceptation des réserves est incluse dans le texte afin d'éviter des complications juridiques pour les États membres dans le cadre de leur législation nationale.

Entrée en vigueur

Lorsqu'un traité est entré en vigueur, il n'est contraignant que pour les États qui ont exprimé leur consentement à être lié par le traité. Un traité entre en vigueur de la manière et à la date prescrites dans le traité ou qui seraient convenues par les États ayant participé à la négociation.²¹ Dans le cas des traités multilatéraux, il est courant de prévoir que la date d'entrée en vigueur sera un nombre précis de jours, de semaines ou de mois suivant le dépôt du dernier instrument de ratification, requis pour l'entrée en vigueur du traité. La période pourrait être de n'importe quelle durée mais elle oscille généralement entre trente jours et douze mois.

Arrangements institutionnels

Le projet de Statuts de l'ADCC établira l'Association avec ses propres objectifs, règles, organes de direction et budget entre d'autres éléments mais avec le lien indéniable avec l'AEC dont elle provient. Ce lien étroit est reflété par le soutien politique qui sera accordé à travers l'adhésion automatique des États membres de l'AEC à l'ADCC.²²

« Chaque organisation internationale a ses propres dispositions relatives à l'adhésion. Ces dernières impliquent généralement une décision concernant une demande d'adhésion prise par une majorité prescrite des membres d'un certain organe ou groupe d'organes de l'organisation ». ²³ Aussi, dans le cas de l'ADCC, son acte constitutif devra articuler l'intention relativement à la composition de ses membres.

²¹ Article 24(1)

²² Projet de Statuts de l'ADCC, Article 6.1 « Pourront devenir membres à part entière toutes les destinations de croisières au sein des États membres de l'Association des États de la Caraïbe (AEC) ».

²³ Aust *supra*, note 8.

Une proposition a été faite d'inclure des non participants à son organe constitutif parmi les membres de l'ADCC ; toutefois il convient de tenir compte de la confusion qui en résultera en termes d'intention générale des deux organisations.

Les délais de création de l'ADCC dépendent de la rapidité de la rédaction pour sa mise au point, ainsi que de l'approbation des États membres à travers une des méthodes d'approbation éligibles susmentionnées. La rédaction comporte des frais peu élevés et des dépenses administratives à régler par l'ADCC.

Bien qu'il existe une recommandation d'installer le siège de l'ADCC à l'AEC, cela n'est pas automatique. En tant qu'organisation internationale autonome, cette nouvelle institution nécessitera un accord distinct concernant son siège. S'il se situera en République de Trinité-et-Tobago, un Accord entre l'ADCC et le Gouvernement de Trinité-et-Tobago sera requis. Une procédure similaire sera nécessaire pour aborder l'octroi de privilèges et immunités

Organisation enregistrée auprès des Nations unies

Un traité ne peut pas être enregistré jusqu'à son entrée en vigueur.²⁴

L'Article 102(1) de la Charte de l'ONU prévoit que « tout traité ou accord international conclu par un Membre des Nations Unies après l'entrée en vigueur de la présente Charte sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat et publié par lui ».

Le Traité comprendra entre autres : une déclaration de conformité ; la date à laquelle le traité a été conclu ; le mode d'entrée en vigueur du traité ; les parties impliquées dans l'accord ainsi que les langues dans lesquelles le Traité a été publié. Il conviendra d'accorder une attention particulière aux annexes et autres pièces jointes qui doivent être envoyées avec le traité car leur omission peut entraîner des retards indus du processus (voir la liste de contrôle dans l'Annexe 1).

La procédure sera exécutée par la Section des Traités du Bureau des Affaires juridiques du Secrétariat des Nations Unies en utilisant la ligne d'action suivante du Conseiller juridique LA 41 TR/230/Conditions requises pour l'Enregistrement et la Publication/2010 (Annexe 1) :

-Formalités à remplir pour l'enregistrement et la publication

Afin d'aider les États Membres à préparer les documents à soumettre conformément à l'Article 102 de la Charte des Nations Unies, la Section des traités a établi le document ci-joint contenant la liste des différentes formalités à remplir pour l'enregistrement et la publication. Il serait très apprécié si les États Membres pouvaient utiliser cette liste de formalités comme guide afin de s'assurer qu'aucun document ou renseignement n'a été oublié. Par ailleurs, il convient de noter qu'une déclaration de conformité, dont un modèle est ci-joint, doit accompagner toute soumission

-Traductions

²⁴ 859 RTNU xii : Résolution 97(i) adoptée par l'Assemblée générale, 14 décembre 1946, et modifiée par les Résolutions 364 (B) (iv), 482(v) et 33/141 A, adoptée par l'Assemblée générale le 1^{er} décembre 1949, le 12 décembre 1959 et le 18 décembre 1978 respectivement. Voir aussi Aust, *Modern Treaty Law and Practice* supra.

Les efforts visant à rattraper le retard accumulé dans la publication du Recueil des Traités des Nations Unies (RTNU) se poursuivent. L'attention des États Membres est appelée sur les résolutions A/RES/482 (V) du 12 décembre 1950 et A/RES/54/28 du 17 novembre 1999 dans lesquelles l'Assemblée générale abordait la question des traductions. Au paragraphe 6 de cette dernière, l'Assemblée générale « ... invite instamment les États et les organisations internationales, particulièrement ceux ou celles qui sont dépositaires, à continuer d'aider le Secrétariat à procéder sans délai à l'enregistrement et à la publication des traités, en lui fournissant sur support papier ou électronique le texte des traités et les cartes qui s'y rattachent, afin de lui permettre d'enregistrer les traités et, autant que possible, d'en traduire le texte en anglais ou en français ». Elle avait déjà formulé une invitation semblable dans ses résolutions A/RES/52/153 et A/RES/53/100. Si l'État qui dépose un traité ou un accord international aux fins d'enregistrement remettait en même temps une traduction officielle du texte ou une traduction officielle ou établie à titre gracieux en anglais ou en français, cela contribuerait grandement à réaliser des économies, à gagner en efficacité et à accélérer les procédures d'enregistrement et de publication.

- Soumission des documents sous format électronique

Les États membres sont vivement encouragés, lorsqu'ils soumettent un traité au Secrétariat pour que celui-ci l'enregistre à « fournir, si possible, une copie de tout traité sur disquette ou autre support électronique... », comme demandé par l'Assemblée générale au paragraphe 8 de la résolution A/RES/53/100 du 8 décembre 1998 (voir aussi A/RES/52/153 et A/RES/54/28). Les supports préférés sont les clés USB, les CD-ROM et les pièces jointes à un courrier électronique.

Les traités seront remis en format Microsoft Word (à l'exception du Microsoft Word 1997), en format PDF, ou sous forme de fichier texte (format générique ASCII) ou en format image (TIFF). Les copies électroniques seront accessibles au moyen du système d'exploitation Microsoft Windows (Windows 2000, XP).

Tout traité remis sur support électronique aux fins d'enregistrement devra également être accompagné d'un exemplaire sur papier certifié conforme, comme le prévoient les Règlements de l'Assemblée générale destinés à mettre en application l'Article 102 de la Charte des Nations Unies. La version papier doit être lisible par machine et numérisable au moyen du système de reconnaissance optique des caractères utilisé dans le cadre des opérations de publication assistée par ordinateur ; elle doit être propre et nette, les caractères devant se détacher clairement. Il est rappelé que la soumission des traités sous format électronique permet de réaliser des économies, de gagner en efficacité et d'accélérer les procédures d'enregistrement et de publication. Toutes les transmissions par courrier électronique doivent être destinées à l'adresse suivante : treatyregistration@un.org

Les États membres qui ne sont pas en mesure d'envoyer le texte des traités sur support électronique devront continuer à remettre une copie certifiée conforme accompagnée de deux autres exemplaires sur papier, comme le prévoit le paragraphe 2 de l'article 5 des Règlements de l'Assemblée générale destinés à mettre en application l'Article 102 de la Charte.

La durée du processus précité pour l'enregistrement et la publication du Traité est fonction de la main-d'œuvre (personnel) disponible pour le traitement dudit document ; les traités sont traités en séquence. L'Article 102 de la Charte des Nations Unies stipule que tout traité ou accord international « sera, le plus tôt possible, enregistré au Secrétariat ». La procédure d'enregistrement d'un traité à l'ONU ne comporte pas de coût²⁵.

Option B. L'ADCC en tant qu'organisation liée à l'AEC

La **deuxième option** proposée pour la création de l'ADCC c'est en tant que sous-entité de l'AEC à l'instar de la **Commission de la Mer des Caraïbes (CMC)**. L'ADCC peut être créée comme un organisme dépendant de l'AEC dont les activités relèveraient de la compétence du Conseil des ministres. Cette structure faciliterait aussi la gestion des ressources financières et à son tour pourra être administrée par le Fonds spécial. Cette structure peut être mieux appréhendée à travers un examen de la Commission de la Mer des Caraïbes ; ses objectifs ; expériences, succès et défis.

La Commission de la Mer des Caraïbes

La CMC a été créée en 2006, sous les auspices de l'AEC et à travers l'Accord 6/06 du Conseil des ministres intitulé « Création de la Commission de suivi de l'Initiative de la Mer des Caraïbes ». L'objectif était de créer un mécanisme structuré pour la poursuite du travail en vue de la reconnaissance internationale de la Mer des Caraïbes en tant que zone spéciale dans la perspective du développement durable. Les Statuts de la CMC sont compatibles avec la Convention créant l'Association des États de la Caraïbe et sa structure suit une constitution similaire à celle de l'AEC, facilitant la mise en œuvre de l'Initiative de la Mer des Caraïbes et l'acceptation par ses membres.

Une **structure de gouvernance** a été établie pour la CMC, y compris un Bureau, un Comité budgétaire et trois sous-commissions : technique et scientifique, de gouvernance et juridique. Leur principale fonction consiste à se procurer et à résumer des informations pertinentes pour la gouvernance des océans dans la région de la Grande Caraïbe (RGC). La CMC comprend un nombre de représentants nationaux et de membres experts et travaille sous les ordres directs du Conseil des ministres de l'AEC. Il est aussi envisagé d'établir un Secrétariat comme la principale voie à travers laquelle le travail de la Commission pourrait être facilité.

Le lien direct entre la CMC et l'AEC a produit des **avantages** pour la CMC, tels que la reconnaissance de la Commission au niveau régional ; le soutien politique des États membres, membres associés et observateurs de l'AEC ; ainsi que le soutien du Secrétariat de l'AEC au déroulement des activités en facilitant les réunions de la CMC.

La réussite des activités de la CMC a été reflétée dans la publication des Résolutions de l'AGNU depuis 1998, dont la dernière A/C.2/65/L.46 a reconnu le rôle de l'AEC dans la consolidation de la coopération au sein de la région de la Grande Caraïbe à travers la CMC, et a appelé au

²⁵ Information fournie par M. Keiichiro Okimoto, Juriste adjoint de première classe, Section des Traités, Bureau des Affaires juridiques. Secrétariat des Nations Unies.

soutien international du Système des Nations Unies et des institutions financières multilatérales pour la CMC.²⁶

En dépit de ses succès, toutefois, la CMC a rencontré des **défis** pour exécuter son mandat. Ces défis comprennent l'incapacité à :

- ❖ Développer la désignation de zone spéciale recherchée ;
- ❖ Rendre pleinement opérationnel l'organe exécutif et les structures de soutien de la CMC ; et
- ❖ Définir clairement un programme de travail ciblé, avec un budget et une stratégie pertinente de mobilisation de ressources.

Sur la question des ressources, jusqu'à présent les ressources de la Commission sont largement extrabudgétaires car elle a obtenu un financement de bailleurs de fonds comme la Corée du Sud, la Turquie et la Finlande. Dans son Rapport à la XVII^e Réunion du Conseil des ministres, la présidence de la CMC a fait remarquer que la CMC « ne peut pas fonctionner exclusivement à base de ressources extrabudgétaires » et que cela « n'est pas un moyen durable pour réaliser les affaires de la Commission ». La présidence a noté que le fait de dépendre de « ressources de bailleurs de fonds et philanthropiques obligera la Commission à maintenir un grand effort de mobilisation de ressources, qui, à lui seul peut être un exercice coûteux ». En abordant cette préoccupation, peut-être serait-il nécessaire de prendre en compte la recommandation d'envisager d'autres moyens de financement comme des cotisations des membres.

Une autre **source de préoccupation** qui surgit dans les paramètres de cette structure proposée, comme illustrée par la CMC, est la question d'opérationnalisation. Si la CMC a pu réaliser différents accomplissements importants, elle n'est pas parvenue à une pleine opérationnalisation et l'installation aussi bien de la sous-commission juridique que du Comité budgétaire reste en suspens. L'incapacité des membres à faire avancer ces organes de la structure a entravé la pleine opérationnalisation de la Commission comme envisagée initialement.

Toutefois, les questions de financement et d'opérationnalisation sont toutes deux liées à la question d'orientation. Un consensus doit être atteint sur le travail à réaliser et dans cette perspective un Programme de travail pour l'ADCC devrait être finalisé et servir d'apport pour un Plan d'action. Ce processus facilitera la concentration sous forme de buts et d'objectifs clairs alignés sur les étapes concrètes et un budget défini.

Processus de création – ADCC

À l'occasion de la II^e Réunion du Groupe de travail ad hoc pour la Création de l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC-GT-2), la présidence du GT ad hoc, Monsieur le ministre Mario Salinas a suggéré que « le fonctionnement de la Constitution et du Règlement interne de l'ADCC devrait être compatible avec les mécanismes et procédures de l'AEC, étant donné que c'est l'organe à travers lequel seront canalisées les activités de l'ADCC. »²⁷

²⁶ Résolution A/C.2/65/L.46 « Vers le Développement durable de la Mer des Caraïbes pour les générations présentes et à venir ». Assemblée générale des Nations Unies. Soixante-cinquième session. Le 15 novembre 2010, p 5

²⁷ Rapport de la II^e Réunion du Groupe de travail ad hoc pour la Création de l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC-GT-2). La Antigua Guatemala, Guatemala, les 2 et 3 septembre 2010. p. 5.

Cette proposition est conforme au concept de la création de l'ADCC en tant que projet géré sous les auspices du Conseil des ministres de l'AEC.

L'approbation du Conseil des ministres sera requise si on s'engage sur cette voie et cette approbation devra être reflétée dans les Statuts de l'ADCC comme c'était le cas avec la CMC à travers les Statuts et Règles de fonctionnement de la Commission de la Mer des Caraïbes.

La proposition devra être canalisée à travers le Comité spécial sur le Tourisme durable et présentée à la considération de la Réunion préparatoire intersessionnelle. Comme suite à cela, elle devra être présentée à la Réunion ordinaire annuelle du Conseil des ministres pour sa délibération et son approbation, le Conseil des ministres étant la principale autorité et organe directeur de l'AEC.²⁸

Le projet ADCC a déjà reçu l'approbation du Conseil des ministres à travers les Accords N° 4/10²⁹ N° 3/11³⁰ et N° 12/12³¹, qui chargent l'Association de soutenir son établissement et son institutionnalisation sous les auspices du Comité spécial sur le Tourisme durable.

Les délais sont fonction de la rédaction et préparation de la documentation, ainsi que de la participation à la Réunion annuelle du Conseil des ministres pour obtenir son approbation. La rédaction comporte des frais peu élevés et des dépenses administratives déjà couverts par le Fonds spécial.

Arrangements institutionnels

Dans ce contexte, s'agissant de la proposition de créer l'ADCC d'une manière similaire à la CMC, les fonds proviendraient du Fonds spécial comme cela se fait actuellement dans le cas de la CMC. La question du financement doit être prise en compte en se basant sur les expériences de la CMC.³² Cela passe par le développement et la mise en œuvre de stratégies de mobilisation de ressources. De même, l'ADCC devra, à travers son mécanisme de gestion se charger de la mobilisation de fonds.

Concernant l'Adhésion à l'ADCC, le Projet de Statuts envisage l'adhésion automatique des États membres de l'AEC à l'ADCC (*ut supra p. 2*), tout en permettant aux pays et institutions qui ne sont pas membres de présenter une demande d'adhésion à l'ADCC.

²⁸ Articles VIII et IX de la Convention créant l'Association des États de la Caraïbe, Accords ministériels 7/95, 9/95 et 16/96

²⁹ Accord approuvant les Recommandations de la Première Réunion du Groupe de travail ad hoc pour la Création de l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC-GT-1), Managua, Nicaragua, le 10 décembre 2009. Quinzième Réunion ordinaire du Conseil des ministres, Carthagène, Colombie, le 22 janvier 2010

³⁰ Accord appuyant les Progrès réalisés par le Groupe de travail ad hoc pour la Création de l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC -GT) vers la création de l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ADCC-GT-2). Seizième Réunion ordinaire du Conseil des Ministres, Port d'Espagne, Trinité-et-Tobago, le 28 janvier 2011.

³¹ Recommandations pour faciliter les Progrès du Groupe de travail ad hoc pour la Création de l'Association des Destinations de Croisières de la Caraïbe (ACCD-GT). Dix-septième Réunion ordinaire du Conseil des ministres, Port d'Espagne, Trinité-et-Tobago, le 10 février 2012.

³² Fonds spécial de l'Association des États de la Caraïbe

IV. Conclusion et Considérations relativement aux options A et B

En examinant les options de création de l'ADCC en tant qu'organisation internationale autonome ou sous-organe de l'AEC, on doit aussi prendre en compte des défis. Plusieurs sources de préoccupation se présentent à cet égard. Ces dernières sont discutées ci-dessous.

Financement et Participation

Dans le domaine du financement, la principale préoccupation concerne le besoin d'assurer la mobilisation de ressources pour garantir la durabilité de l'ADCC. La CMC, dont il est proposé que l'ADCC s'inspire, a réussi à obtenir un financement. Toutefois, jusqu'à présent ce financement a été « largement extrabudgétaire » étant donné que les ressources financières sont mobilisées à travers la contribution de bailleurs de fonds. Il a été recommandé qu'on mette l'accent sur la contribution des États membres.

Comme une organisation autonome, lorsque l'institution sera créée, l'organe de direction devra assurer que les crédits budgétaires pourront être stimulés afin d'en financer le fonctionnement. En tant qu'institution autonome, le financement sera la responsabilité du seul mécanisme de l'ADCC.

Siège

En tant que sous-entité de l'AEC, l'ADCC peut se situer au sein de l'organisation. Toutefois, l'aspect pratique de cette option doit être pris en compte afin de savoir si l'espace et les ressources sont disponibles pour faciliter cette approche.

En tant qu'organisation autonome, l'hébergement devient plus difficile étant donné que l'AEC a conclu un Accord avec Trinité-et-Tobago pour établir son siège sur ce territoire. En tant que nouvelle institution, une procédure similaire devra être adoptée. Il en va de même en ce qui concerne l'octroi de privilèges et d'immunités.

Structure du Secrétariat de l'ADCC

La composition du Secrétariat de l'ADCC dépendra des besoins administratifs de l'organisation et sera déterminée par son organe réglementaire. L'Article 12 du projet de statuts présente la structure initiale de l'ADCC comme étant composée d'un Directeur, d'un Assistant de recherche et d'un Secrétaire. Si cela est jugé suffisant pour faire avancer les objectifs initiaux de l'Association la composition peut rester telle quelle et être ajustée suite à l'approbation de l'organe réglementaire et des procédures administratives mises en œuvre pour traiter ces questions. Au cas où l'organisation serait fondée comme une sous-entité de l'AEC cette structure devrait aussi prendre en compte les ressources disponibles au sein de l'AEC pour la réalisation de ses fonctions.

En tant qu'institution autonome, les ressources initiales devront être identifiées avant d'activer l'organisation afin d'assurer que ses fonctions seront opérationnalisées et ne resteront pas des objectifs sur papier.

Adhésion et vote

Il est proposé que l'ADCC soit composée de membres de l'AEC, ainsi que de non membres. En tant qu'organe autonome, cela est viable et peut être facilité à travers les dispositions de l'acte constitutif.

Deux scénarios sont proposés en ce qui concerne les droits de vote :

- a) une adhésion où chaque État membre possède une voix devant l'Assemblée générale en dépit du fait que chaque membre a plusieurs destinations de croisières ; qui offre un système égalitaire et simple au moment de la prise de décisions.

Le projet de Statuts, dans la Section 7, Droits et Obligations des membres, soutient ce scénario. L'Article 7.2 prévoit que :

« Seuls les membres à part entière et les membres associés peuvent voter ou exercer un droit de vote actif ou passif. Toutefois, lorsqu'un État ou pays aura plusieurs destinations de croisière, le pays ou l'État n'aura qu'une voix ».

Le système alternatif suggère une approche où :

- b) chaque destination de croisière de chaque État membre possède une voix devant l'Assemblée générale. Ce système donnera à chaque destination des États membres la possibilité d'exprimer ses préoccupations ; toutefois, c'est une approche plus compliquée qui devra être décidée conjointement avec les droits à appliquer et la manière d'accorder le statut de membre.

Toutefois, en tant que sous-entité de l'AEC cela implique qu'il y aura un conflit entre l'intention de l'organisation mère en termes d'adhésion et celle de la sous-organisation où les membres du sous-groupe ne sont pas membres du groupe principal.

“Quand il s'agit de décider en ce qui concerne l'adhésion, le point de départ est que chaque organisation aura ses propres règles sur la matière”³³. Par conséquent, les conditions d'admission à l'ACCD des entités telles que les organisations d'états et du secteur privé doivent être précisées dans son acte constitutif. En tant que sous-entité de l'AEC, la manière dans laquelle il sera permis aux entités de participer, doit coïncider avec la philosophie de l'organisation mère.

La Convention de création de l'AEC (la Convention) établit des dispositions en ce qui concerne les Membres, les Membres associés et les observateurs. L'Article IV (1) de la Convention stipule que “ Peuvent être membres de l'Association les Etats de la Caraïbe dont la liste figure à l'Annexe I.” Cette catégorie de membre a « le droit le droit de participer et de voter de plein

³³ Klabbers, Jan, *An Introduction to International Institutional Law*, (2009) 2nd ed. Cambridge University Press: United Kingdom

droit aux réunions ». Les dispositions concernant l'adhésion des Membres associés sont indiquées à l'Annexe II de la Convention (Article IV /2)). Ces membres « ont le droit d'intervenir dans les débats et de voter aux réunions du Conseil des Ministres et des Comités Spéciaux sur les questions les concernant directement et relevant de leur compétence constitutionnelle ».

L'AEC prévoit aussi des dispositions pour les Observateurs en vertu de l'Article V de la Convention. L'accord 4/95 du Conseil des Ministres énonce les conditions de participation des Observateurs. Le Chapitre II, Article 6 D et E établit que la qualité d'Observateur peut être octroyée à :

« D. Les autres Etats, Pays et Territoires qui sollicitent leur participation et qui pourront être acceptés par le Conseil des Ministres, en considération de leur potentialité de coopération technique, scientifique et économique aux programmes et projets de développement qu'offre l'Association ».

« E. Tous autres organismes qui sollicitent leur participation et qui pourront être acceptés par le Conseil des ministres. »

Le Chapitre III, Article 7 de l'Accord aborde la question du **vote** de la manière suivante :

“Les Observateurs pourront participer, avec droit de parole et sans droit de vote, aux Sessions ouvertes du Conseil des ministres, à l'invitation de celui-ci ».

L'Article 8 établit que:

“Les Observateurs pourront participer, **avec droit parole**, aux sessions où sont discutés les projets et initiatives dans lesquels ils fourniront une coopération technique et financière ou dans lesquels ils peuvent avoir un intérêt particulier. »

Quant aux **contributions**, l'Article 9 stipule que :

“Les contributions financières des Observateurs au Fonds Spécial et autres fonds et programmes qui pourront être établis, seront utilisées au profit des Etats Membres et Membres Associés. Les apports pourront aussi se présenter sous forme de coopération technique.”

La Convention parle aussi de reconnaissance des Partenaires sociaux et octroie au Conseil des Ministres du pouvoir de:

“déterminer les “Partenaires sociaux” qu'il reconnaît et accepte et définir leurs rôles ».

L'octroi de la qualité de membre aux organisations dans cette catégorie est régi par les Accords 5/95 et 12/97.

Quant aux entités du secteur privé, la pratique a été l'octroi de la qualité de membre à “adhésion partielle” ou « affilié ». Par exemple, l'Organisation Mondiale du Tourisme comprend des “organisations commerciales” (publiques ou privées) dans la catégorie de Membres

affiliés.³⁴ L'Institut forestier européen (EFI) établit une catégorie semblable. L'EFI, en vertu de la Convention de l'Institut forestier européen³⁵, établit des dispositions relatives aux Membres associés et affiliés, cette dernière qualité étant octroyée aux institutions non européennes. La structure de l'organisation est financée par les cotisations des Membres associés et affiliés et les contributions volontaires des Membres à part entière. Les Membres affiliés ne participent pas au processus de prise de décisions.

La catégorie de membre à adhésion partielle a aussi été appliquée pour permettre à des non membres devenir des membres à part entière de certaines organisations, sans être membres de l'organisation mère³⁶. C'est le cas en particulier quand « (pour) des raisons politiques, tous les Etats ne peuvent pas être membres de l'organisation »³⁷.

Le projet de Statuts de l'ACCD prévoit la manière d'octroyer la qualité de membre à son Article 6. Les membres potentiels qui ne sont ni Membres de plein droit ni Membres associés et n'ont pas la condition d'Observateurs, sont couverts par l'article 6.4 comme suit :

« D'autres organisations qui représentent l'industrie de croisières et qui peuvent faire une contribution importante au travail de l'Association peuvent devenir des Membres observateurs, si leur candidature est approuvée par les deux tiers de la totalité des membres. »

Cette formule peut être appliquée à l'ACCD en tant que sous-entité de l'AEC. Il convient aussi d'ajouter les catégories de membre à adhésion partielle ou affilié, pour identifier des types spécifiques d'entités telles que les sociétés. Dans ce sens, la qualité de membre peut être octroyée de la même manière qu'il est prescrit pour les membres Observateurs, en faisant une distinction selon le type d'entité considérée.

Quant aux contributions à verser, elles doivent être calculées suivant la formule de l'AEC. Tel qu'il a été discuté ci-dessus³⁸ en ce qui a trait l'expérience de la CMC, les cotisations des membres sont un élément crucial à considérer pour la durabilité. Ainsi, une option serait d'inclure une structure de cotisations dans laquelle toutes les catégories de membres contribuent de cette manière.

En outre, il faut donc considérer ce qui a trait aux droits qui seraient accordés aux membres. Les organes directeurs des organisations comprennent généralement des Membres de plein droit et des Membres associés, comme le prévoit le projet de Statuts (Article 7). Cela peut être maintenu.

Par conséquent, l'adhésion à l'ACCD comme sous-entité de l'AEC peut être maintenue conformément au projet de Statuts, avec trois catégories de membres ou bien, les catégories

³⁴ Article 7(4) des Statuts de l'Organisation Mondiale du Tourisme adoptés par l'Assemblée générale extraordinaire de l'UIOTO, réalisée à Mexico, du 17 au 28 septembre 1970 et entrée en vigueur le 2 janvier 1975. Article 25 des Statuts prescrit que l'organisation sera financée par les Membres à part entière, les Membres associés et les Membres affiliés, conformément à une échelle d'évaluation.

³⁵ Faite à Joensuu, Finlande, le 28 août 2003

³⁶ Par exemple, au sein des Nations Unies

³⁷ Schemers. H.G. and Blokker, Niels, *International Institutional Law* (2003), 4e Ed. Leiden

³⁸ Supra, page 5

peuvent être augmentées pour distinguer les entités commerciales et d'autres membres possibles. Les droits de vote peuvent être maintenus dans la sphère des attributions des Membres de plein droit et Membres associés.

Quant aux cotisations des membres, la structure peut englober toutes les catégories de membres ou fonctionner à la manière de la CMC, suivant laquelle le financement est fondé sur des contributions volontaires.

ANNEXE A**EXTRAIT DES STATUTS ET REGLES DE FONCTIONNEMENT DE LA COMMISSION DE LA MER DES CARAIBES****Règle 15****Adhésion**

1. Conformément à l'Accord 6/06 du Conseil des Ministres, la Commission inclura:
 - (i) Délégations nationales des membres et membres Associés;
 - (ii) Le Secrétaire général de l'Association
 - (iii) La Commission économique pour l'Amérique latine et la Caraïbe
 - (iv) Trois (3) experts, y compris des représentants du Groupe consultatif technique (GCT), nommés par le Secrétaire général après consultation avec les membres et membres associés ainsi que les parties prenantes pertinentes. Ces personnes et institutions auront des compétences reconnues à l'échelle régionale ou internationale dans les domaines de compétence de la Commission. Leur période de fonctions sera de deux ans avec la possibilité d'une réélection.
2. Le Secrétariat assume les fonctions de Rapporteur de la Commission et coordonne les activités de celle-ci, en collaboration avec l'ONU CEPALC ou toute autre entité désignée.
3. La Commission est présidée par un président, aidé par deux vice-présidents. Le président et les vice-présidents sont élus parmi les délégations nationales pour une période de deux (2) ans et sont éligibles à une seule réélection.

Règle 16**Confidentialité**

Sous réserve de leurs responsabilités envers la Commission, les membres de la Commission ne devront pas dévoiler, même lorsque leurs fonctions auront pris fin, les secrets industriels, les informations concernant la propriété industrielle ou les questions confidentielles de Membres ou membres associés qui auraient pu être portés à la connaissance de la Commission, ou toute autre information confidentielle dont ils auraient pris connaissance en raison de leur appartenance à la Commission.

Règle 17**Consultations**

Dans l'exercice de ses fonctions, la Commission peut, le cas échéant, consulter tout organe compétent des membres ou membres associés de l'Association ; tout organe compétent des Nations Unies ou de ses agences spécialisées ; toute organisation régionale ou internationale ou toute organisation non gouvernementale régionale ou internationale compétente sur le thème relevant de la compétence de la Commission. Les consultations avec les organisations non gouvernementales doivent faire l'objet d'un consensus de la part des Etats membres ou membres associés intéressés.

III. BUREAU EXECUTIF

Règle 18

Election et durée de fonctions du président

1. la Commission élit parmi ses membres un président et deux vice-présidents choisis parmi les délégations nationales membres.
2. Le président et les vice-présidents sont élus pour une durée de deux ans et sont éligibles à une seule réélection.

Règle 19

Président par intérim

En l'absence du président, l'un des vice-présidents le remplacera. Si le président n'exerce plus ses fonctions conformément à la règle 21, il sera remplacé par un des vice-présidents jusqu'à ce qu'un nouveau président soit élu.

Règle 20

Remplacement du président

Si le président ne peut plus assumer les fonctions ou cesse d'être membre de la Commission, un nouveau président est élu pour la période de fonctions restante.

STRUCTURE DE LA COMMISSION DE LA MER DES CARAÏBES (CMC)

